

L'Allemagne depuis 1945

Vaincue, humiliée et occupée en mai 1945, l'Allemagne devient le théâtre privilégié de la guerre froide. Par la volonté des grandes puissances victorieuses, le peuple allemand va se retrouver coupé en deux.

I La séparation (1945-1949)

Enjeu principal de la guerre froide en Europe, l'Allemagne occupée est partagée par les deux Grands.

1. L'Allemagne occupée et divisée

En 1945, les quatre puissances victorieuses se partagent l'Allemagne occupée, un Conseil de contrôle quadripartite est mis en place, et Berlin, ex-capitale du Reich, est divisée en quatre zones.

Mais ce système ne tarde pas à se dérégler :

- Les Français formulent des exigences (notamment le contrôle de la Ruhr) inacceptables pour les trois autres Grands. Mais, en échange de sa mainmise sur le charbon de la Sarre, la France accepte de renoncer à ses prétentions.
- Les désaccords entre l'URSS et ses partenaires ne cessent de s'aggraver. C'est pourquoi les États-Unis et le Royaume-Uni décident, en septembre 1946, de fusionner leurs zones en une « bizonie » économique, qui devient « trizone » par l'adjonction de la zone française en juin 1948. Puis ils mettent en place un Conseil parlementaire allemand, présidé par Adenauer, chargé de rédiger une Constitution ; enfin, ils créent une nouvelle monnaie, le deutschemark.

L'URSS riposte en organisant le blocus terrestre de Berlin-Ouest, occupée par les trois puissances occidentales, mais isolée dans la zone soviétique (24 juin 1948). Les Américains mettent en place un pont aérien pour ravitailler les Berlinoises. Au printemps 1949, plus de 13 000 tonnes de vivres et de matériel sont ainsi parachutées chaque jour et l'URSS finit par lever le blocus, le 12 mai 1949. Cet épisode marquant de la guerre froide précipite la séparation des deux Allemagnes.

2. Naissance de la RFA

Dans la trizone occidentale, la « Loi fondamentale » est promulguée le 23 mai 1949 : c'est la naissance de la République fédérale d'Allemagne (RFA), État fédéral de onze Länder (dont Berlin-Ouest), avec Bonn comme capitale :

- Le pouvoir législatif est exercé par deux Chambres : le Bundestag (Assemblée fédérale, dont les députés sont élus au suffrage universel), et le Bundesrat (Conseil fédéral, composé des 45 délégués des Länder, eux-mêmes élus au suffrage universel indirect).
- Le pouvoir exécutif revient au gouvernement, dirigé par le Chancelier, investi par le Bundestag et responsable devant cette Assemblée. Le Président fédéral, élu pour cinq ans par le Bundestag et par les délégués des Länder, a très peu de pouvoirs.
- Les seize juges du Tribunal constitutionnel (installé à Karlsruhe), désigné pour moitié par le Bundestag et pour moitié par le Bundesrat, contrôlent notamment la constitutionnalité des lois et des partis.

Chaque Land est dirigé par un Gouvernement et une Assemblée législative. Sa souveraineté s'exerce dans de nombreux domaines, notamment la culture, la santé et l'enseignement.

L'élection du Bundestag, en août 1949, donne la victoire à la CDU (Union démocrate-chrétienne), juste devant le SPD (Parti social-démocrate allemand) : après l'élection du libéral

Theodor Heuss à la présidence de la République, c'est donc Konrad Adenauer, chef de la CDU, qui devient le premier Chancelier de la RFA.

3. Création de la RDA

Dans la zone soviétique, on se résigne à la séparation. Le 7 octobre 1949, la Chambre du peuple (*Volksrat*) proclame la naissance de la République démocratique allemande (RDA), avec Berlin-Est comme capitale. L'URSS reconnaît le nouvel État mais les Occidentaux s'y refusent. Le communiste Wilhem Pieck devient Président de la République, et Otto Grottewohl chef du Gouvernement.

La Constitution de la RDA est fédérale comme en RFA : cinq Linder sont représentés par une Chambre des Linder, tandis que la Chambre du peuple, élue au suffrage universel pour quatre ans, élit un *Praesidium* (Gouvernement) de 40 membres responsables devant elle. Mais cette Constitution de 1949 sera vidée de sa substance dès 1952 : les cinq Linder seront remplacés par quatorze districts administratifs, la Chambre des Linder s'effacera, et la Chambre du peuple ne contrôlera plus les ministres. Comme dans les autres démocraties populaires, le pouvoir reviendra au parti communiste (SED), dans un régime où la censure et la police politique (STASI) seront tout-puissants.

II Deux Allemagnes face à face (1949-1969)

La logique de la guerre froide conduit à deux Allemagnes antagonistes.

1. Le « miracle » ouest-allemand

Sous l'impulsion d'Adenauer (Chancelier jusqu'en 1963), la RFA s'intègre peu à peu dans l'Europe Atlantique. Elle entre au Conseil de l'Europe en 1950, participe à la création de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) en avril 1951, puis obtient la reconnaissance d'une armée ouest-allemande intégrée à l'OTAN en octobre 1954. En mai 1955, elle devient membre de l'OTAN, puis, en mars 1957, elle signe le traité de Rome qui donne naissance au Marché commun.

Malgré de lourds handicaps (destructions de guerre, intégration de 11 millions de réfugiés de l'Est), l'économie ouest-allemande se redresse de façon spectaculaire : entre 1950 et 1960, la production industrielle fait plus que doubler. Ce « miracle » économique, elle le doit à plusieurs facteurs : l'aide du plan Marshall, la solidité du deutschemark, la forte concentration de l'industrie allemande, la qualité de ses produits, le dynamisme de ses exportations, la concertation entre patronat et syndicats. En 1960, la RFA s'affirme comme la deuxième puissance du monde capitaliste et la première de l'Europe des Six.

2. Les difficultés de la RDA

Contrairement à sa rivale ouest-allemande, la RDA refuse le plan Marshall, à l'instar des Soviétiques. Ceux-ci lui réclament le paiement des réparations de guerre jusqu'en 1953. Handicapée par cette lourde charge, mais aussi par les excès de la centralisation et de la bureaucratie, l'économie est-allemande connaît un démarrage difficile. De 1952 à 1960, la collectivisation des terres provoque une émigration massive des paysans vers la RFA. Le relèvement brutal des normes de travail exigées par l'État dans l'industrie provoque l'insurrection ouvrière du 17 juin 1953, qui secoue Berlin-Est et toutes les grandes villes, avant d'être réprimée par les chars soviétiques.

Bastion avancé du bloc communiste, membre du Comecon depuis 1950 et du Pacte de Varsovie depuis 1955, la RDA connaît toutefois une certaine libéralisation économique après le soulèvement de 1953 : c'est le « nouveau cours » (*der neue Kurs*), lancé par Walter Ulbricht. Mais cela n'endigüe pas le flot continu d'émigration vers la RFA : on compte 3 millions de départs entre 1949 et 1961, notamment par Berlin-Ouest.

3. Le « mur de la honte »

L'hémorragie de bras et de cerveaux passés à l'Ouest est désastreuse pour l'économie comme pour l'image de marque de la RDA. L'URSS exige alors que Berlin-Ouest, Land de RFA depuis 1949, soit intégrée à la RDA. Après l'échec de la conférence de Moscou entre les quatre Grands (mai 1960), les autorités est-allemandes font construire un mur isolant Berlin-Ouest, dans la nuit du 12 au 13 août 1961: les Occidentaux le surnomment le « mur de la honte ».

L'arrêt de l'émigration massive permet à l'économie est-allemande de prendre un nouveau départ, appuyé en 1963 par une relative décentralisation : c'est le « nouveau système économique ». La RDA se hisse au cinquième rang européen pour la production industrielle à la fin des années 60. Mais cet effort repose essentiellement sur l'industrie lourde, au détriment des biens de consommation internes. Le régime politique est-allemand est le plus rigide de toute l'Europe de l'Est.

III La marche vers la réunification

Amorcé par l'Ostpolitik de Willy Brandt, le rapprochement des deux Allemagnes s'est concrétisé en 1990 par la réunification.

1. Succès et limites de l'Ostpolitik

Après vingt années de gouvernement chrétien-démocrate (Adenauer de 1949 à 1963, Erhard de 1963 à 1966, Kiesinger de 1966 à 1969), Willy Brandt devient le premier Chancelier social-démocrate de RFA en octobre 1969. Il doit sa victoire à son alliance avec les libéraux du FDP, mais aussi à la crise économique de 1966-1967, ainsi qu'à la vague de contestation étudiante qui a affaibli le régime en 1967-1968.

Willy Brandt donne une nouvelle orientation à la politique étrangère : c'est la « politique orientale » (Ostpolitik), qui tend à normaliser les rapports avec la RDA et l'ensemble du bloc communiste. La RFA signe une série de traités avec l'URSS (août 1970), la Pologne (décembre 1970) et surtout le « traité fondamental » avec la RDA (décembre 1972), qui établit des relations diplomatiques entre les deux Allemagnes. Elles sont toutes deux admises à l'ONU en 1973, et leurs échanges commerciaux progressent rapidement. Mais la RDA, dirigée depuis 1971 par Erich Honecker, reste l'alliée fidèle de Moscou.

2. Les problèmes internes de la RFA

En RFA, Willy Brandt laisse sa place en 1974 à un autre social-démocrate, Helmut Schmidt. Plus « atlantiste » que Brandt, le nouveau Chancelier est confronté à une série de problèmes intérieurs, qui l'éloignent de l'Ostpolitik :

- les difficultés économiques (inflation, chômage) consécutives à la crise mondiale ;
- la vague terroriste d'extrême-gauche, menée par la Fraction armée rouge (« bande à Baader »)
- la montée du courant écologiste et pacifiste (les « Verts »), qui mène une campagne vigoureuse contre l'implantation de centrales nucléaires et contre la mise en place des missiles nucléaires américains Pershing.

En 1982, Helmut Schmidt doit laisser sa place à Helmut Kohl, chef de la CDU, qui bénéficie du renversement d'alliance du FDP. Devenus une véritable force politique avec 8,3 % des voix aux élections législatives de 1987, les Verts deviennent l'allié potentiel du SPD.

3. La chute du mur de Berlin

La libéralisation du bloc communiste, lancée en 1985 par Moscou, n'est pas acceptée par les dirigeants est-allemands. Mais tout s'accélère à l'automne 1989, lorsque la Hongrie ouvre ses frontières avec l'Autriche : 720 000 Allemands de l'Est rejoignent alors la RFA ; l'opposition, jusqu'alors clandestine et fragmentée, se regroupe dans le mouvement *Neues Forum*, qui

organise des manifestations de masse à Leipzig. Invité à Berlin-Est au mois d'octobre, c'est Gorbatchev lui-même qui débloque la situation, en exigeant une nécessaire « modernisation ». Quelques jours plus tard, Erich Honecker doit abandonner la direction du Parti et de l'État (18 octobre). Son successeur Egon Krenz accepte d'ouvrir la frontière avec la RFA, notamment à Berlin : c'est la chute du « mur de la honte » (9 novembre 1989).

Dès lors, tout s'accélère. Sans même consulter ses partenaires occidentaux, le Chancelier Helmut Kohl annonce un plan de réunification de la RFA et de la RDA, le 28 novembre 1989. Cette initiative est jugée prématurée par les grandes puissances, mais le peuple est-allemand manifeste son approbation en donnant la majorité à la CDU lors des élections de mars 1990.

L'accord Kohl-Gorbatchev du 16 juillet 1990 est décisif, car il admet l'intégration du futur État réunifié dans l'Alliance Atlantique. Le 3 octobre, l'Allemagne est officiellement réunifiée : le nouvel État compte seize Länder (onze à l'Ouest, cinq à l'Est), et Berlin va redevenir la capitale. Helmut Kohl est le premier Chancelier de cette nouvelle Allemagne, après la victoire de la CDU aux élections du 8 décembre 1990.

4. Les problèmes de la réunification

L'assimilation d'une économie est-allemande attardée, bureaucratifiée, et jusqu'alors imbriquée dans le Comecon, provoque d'énormes difficultés. La parité entre *deutschemark* et *ostmark*, généreusement accordée par Helmut Kohl, entraîne l'affaiblissement de la monnaie allemande. La reconversion et l'adaptation de l'appareil productif de l'Est se traduisent par des licenciements massifs et par un rapide accroissement du taux de chômage. D'où un fort mécontentement social, qui trouve parfois son expression politique dans la propagande nationaliste, voire néonazie

Les manifestations de masse organisées en 1993 contre la renaissance du nazisme prouvent que la jeunesse allemande ne veut pas retomber dans les erreurs du passé. Toutefois, le mécontentement social est profond, et il est renforcé par le gel des salaires qui a été imposé en 1995 dans plusieurs branches industrielles. Beaucoup d'Allemands critiquent la perspective de l'Union économique et monétaire européenne (UEM), qui oblige l'État allemand à réduire ses dépenses, et donc à remettre en cause la protection sociale. Mais Helmut Kohl, reconduit pour quatre années supplémentaires à la chancellerie après la victoire de la CDU aux élections d'octobre 1994, est bien décidé à faire entrer l'Allemagne dans l'UEM à la date prévue.

Depuis 1949, la RFA et la RDA, créations de la guerre froide, ont cultivé leurs antagonismes, symbolisés par le mur de Berlin, en 1961. L'Ostpolitik des années 70 a permis leur rapprochement mais n'a pas changé l'opposition de fond entre les deux modèles de société. Il a fallu attendre le tournant de 1989 pour voir s'écrouler le « mur de la honte » et assister à la réunification. Après quarante ans de guerre froide et de séparation, le peuple allemand affronte les problèmes économiques et humains engendrés par la réunification.

